

Ensemble pour une médecine humaine avant d'être économique

2008 est une année où nous allons, ensemble, devoir affronter des échéances politiques et – probablement en juin prochain – une votation absolument déterminantes.

En effet, vous le savez, le Parlement a adopté avant les fêtes un projet d'article constitutionnel («art. 117a») qui prône pour le système de santé des concepts qui sont simplement incompatibles avec la médecine et les conditions de travail que nous voulons: même si de belles phrases et des idées à la mode tentent d'enrober le tout de façon avenante, nous ne pourrions admettre que les facteurs économiques prennent le dessus sur l'humain dans nos cabinets!

Nous devons cependant être conscients que ce qui est pour nous une évidence consiste en fait à demander, pour le système de santé, un «régime spécial» qui n'est pas celui auquel doivent se plier les autres segments de la vie du pays.

Alors, serons-nous crédibles en plaidant pour une médecine humaine avant d'être économique?

Oui, nous saurons l'être, assurément! Mais cela demandera un effort de tous les membres du corps médical, car on ne nous jugera que sur nos actes: nous devons, nous, pour être crédibles, faire de la politique d'une façon qui reflète et témoigne de notre engagement médical et par là même humaniste – je veux dire, faire de la politique comme nous faisons de la médecine, avec une éthique irréprochable, sans préjugés ni anathèmes, en suivant fidèlement ce que nous savons être juste.

Et soyons sans complexes: cette manière de faire de la politique sans céder à la facilité des schémas attendus est fort bien accueillie et comprise, et elle nous permet, en retour, de demander autre chose que l'application rigide des idées à la mode – elle nous permet de défendre avec crédibilité la médecine que nous voulons.

J'en veux pour preuve l'affluence exceptionnelle dont a joui notre rencontre pour les parlementaires, pendant la dernière session: la FMH, quoi qu'on en pense parfois, représente vraiment une force politique reconnue!

Mais bref, concrètement, en 2008, nous n'allons plus pouvoir, ni nous-mêmes ni nos partenaires/adversaires, jouer au chat et à la souris avec les sondages, avec les déclarations bienveillantes, avec les intérêts supposés des uns et des autres: la population va pouvoir voter et s'exprimer enfin elle-même sur le libre choix du médecin, les assureurs vont devoir appliquer les contrats qu'ils ont signés et les adaptations tarifaires que cela signifie, les politiciens vont devoir prendre de vraies décisions sur les droits des patients et la protection des données, l'administration va pouvoir faire la preuve de sa volonté de collaborer, ou pas ...

Ainsi, la politique de santé va être animée et il va falloir serrer les rangs!

Il est clair que la FMH et chacun de ses départements se prépare déjà activement à ces nouveaux défis dans les domaines politique, juridique, tarifaire, etc.

Sur le plan politique, les premiers éléments nécessaires à préparer la votation de juin (ou septembre?) sur l'article constitutionnel traitant du système de santé seront déjà présentés à l'Assemblée des délégués de fin janvier, car la bataille sera sérieuse et nous devons la préparer avec un maximum de moyens – il y va ni plus ni moins de notre présence politique et de nos conditions de travail pour des années.

Et l'éthique n'exclut pas la pugnacité!

*Jacques de Haller,
président de la FMH*